

Sécurité privée

Le secteur porté par une conjoncture favorable

● La montée du sentiment d'insécurité ces 10 dernières années, aussi bien chez les particuliers que les professionnels, a permis de faire grossir le carnet de commandes de plusieurs opérateurs.



Le secteur national de la sécurité privée ne s'est jamais aussi bien porté. Depuis l'émission de consignes policières obligeant les agences bancaires à se doter d'un système de sécurité efficace (vidéosurveillance et agents de sécurité), a fortiori depuis la précédente tentative de braquage perpétrée à Tanger il y a plus d'un an, les entreprises de sécurité ont connu un afflux inédit des professionnels soucieux de la sécurité de leurs exploitations, mais également de clients particuliers, récemment introduits dans la palette de services, de plus en plus étoffée, proposée par les opérateurs. En effet, le ministère de l'Intérieur (avec le concours du Groupement professionnel des banques marocaines (GPBM) avait, en 2009, ordonné à tous les établissements bancaires de mettre à niveau le système de sécurité de leurs agences, faute de quoi celles qui ne seraient pas aux normes seraient fermées. La décision avait été scrupuleusement appliquée, et les commandes fusaient de

partout. Les sous-métiers connectés au secteur, qui comprennent le gardiennage, la vidéosurveillance, la télésurveillance, la sécurisation des accès (et ses multiples développements technologiques), la protection des biens et des personnes, le transport sécurisé des biens et des personnes, la sécurisation des chantiers, etc. ont tout de suite connu un engouement sans précédent. Autant de domaines de compétences que des opéra-

Le secteur emploie plus de 130.000 agents de sécurité.

teurs marocains tels que G4S, ES Data Security Systems, Communication System, Securitas, Securimag, RMO, Protectas et les quelque 1.400 autres entreprises spécialisées dans la sécurité et le gardiennage maîtrisent, et dont les dites sociétés mesurent l'évolution en fonction des besoins.

C'est, d'ailleurs, l'une des principales mutations du métier relevées lors de la troisième édition du Salon Préventica Maroc, qui a eu lieu du 29 au 31 mars dernier. Et cet engouement, le secteur le traduit par un chiffre d'affaires global en évolution constante annuelle à deux chiffres. Par agrégation des performances, le CA dépasse les 6 MMDH, dont 3 à 4 MMDH générés grâce à la commercialisation de caméras de surveillance. Par ailleurs, le

royaume compte plus de 130.000 agents de sécurité actifs à travers tout le pays. Pour ce qui est de la segmentation du marché, il est admis que 85% des commandes et abonnements aux services de sécurité sont la chasse gardée de 10 entreprises uniquement. La campagne ES Data Security Systems, par exemple, a équipé pas moins de 540 agences bancaires à fin mai 2009, au lendemain de la décision ministérielle précitée. Dans le microcosme, il est communément admis que la

multiplication des opérateurs a entraîné une baisse des coûts, loi du marché oblige. De plus, la vidéosurveillance, qui est devenue largement plus accessible qu'il y a 15 ou 20 ans, n'a plus que l'argument qualité pour justifier son coût d'investissement. Pour autant, cet argument ne garantit pas toujours la conclusion du contrat. Si on ajoute à cela la configuration «à la Pareto» de la demande (80% de professionnels et 20% de ménages), le coût d'installation pour une villa haut standing peut chuter à 10.000 DH pour un dispositif minimal, parfois même à 5.000 pour une structure de moindre importance. Une solution complète coûterait 300.000 DH. Pour les professionnels, une solution complète intégrée peut avoisiner le million de dirhams, et atteindre les 7 MDH selon l'importance des équipements à installer. Ceux qui peuvent se permettre ce type d'investissement sont naturellement les banques, les hypermarchés, les hôtels et les sociétés de taille imposante. Autre indicateur de performance sectorielle: la croissance continue du chiffre d'affaires, du volume des demandes et l'obsolescence rapide des dispositifs techniques. L'Association interprofessionnelle de la sécurité privée (AISP), qui regroupe les majors du secteur, avance en effet que le chiffre d'affaires est en hausse d'environ 15 à 20% annuellement. Des chiffres contestés par l'Association professionnelle des agences de sécurité au Maroc (APASM), qui représente les petites structures. La croissance est certes là, mais elle n'est pas la même pour tout le monde. De plus, le secteur souffre d'un déficit flagrant de notoriété. La sécurité privée est un secteur caractérisé par un important de nomadisme des effectifs. Seuls 50% des agents ont généralement une ancienneté de plus de 18 mois vu que le métier n'est pas valorisant. Cela dit, cette réalité est malheureusement une composante du secteur sur laquelle plusieurs opérateurs bâtissent leur compétitivité. Le secteur continuera de croître, mais la configuration du travail en soi n'est pas près de changer.

PAR MEHDI MOUTTALIB
m.mouttalib@leseco.ma